socialisme

Directeur: JULES GUESDE

PARAIT LE SAMEDI

HUIT PAGES

LE NUMÉRO : 10 centimes

BUREAUX: 3, rue de la Roquette (place de la Bastille), Paris (XI°)

ABONNEMENTS | Trois mois 1.50 - Six mois, 3 fr. - Un an, 6 fr. ETRANGER: Six mois, 4 fr. - Un an, 8 fr.

SOMMAIRE

Ch. RAPPOPORT. Les Réformes d'affaires. - B. Mayéras.

La Bande noire. — C. Bonnier.

En Hollande. - SAMUEL.

Au Jour le Jour. - Paul GRADOS.

Les Leçons de l'Allemagne. - Bracke.

Bloc et Blocards. - P.-M. André.

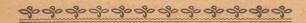
Monographie paysanne. — Compère-Morel.

Les bons comptes... - Angèle Roussel. Enseignement professionnel. - MAX BREMER.

Pour les petits commerçants. - Claude RISAL. Le Trust de l'acier.

L'Action sociale à l'intérieur et à l'extérieur.

La Presse Socialiste.





Mardi, 22 mars, notre ami et directeur Jules Guesde rentre à Paris après un séjour de trois mois à Berlin. Les raisons de cette absence étaient des raisons graves de santé. Comme Jules Guesde nous l'a écrit, c'est guéri qu'il revient, avec toutes ses forces reconquises, prêt pour la bataille de propagande et de recrutement, pour le combat, plus nécessaire que jamais de rectification socialiste.

A l'occasion du retour de Jules Guesde, nous offrons à nos amis et lecteurs, le plus récent de ses portraits, cliché par notre jeune camarade Charles Braemer.

LA LIQUIDATION

La Liquidation d'un Régime et d'un Parti. – d'un Régime et d'un Parti

Le régime capitaliste, c'est le régime du vol organisé, régulier et permanent. C'est celui de « l'improbité organisée en bandes », selon l'expression de Jaurès — en classes, selon nous. La bourgeoisie a débuté par le vol colossal des biens nationaux. Elle s'est enrichie des dépouilles du clergé exproprié au grand profit des classes moyennes qui, arrivées au pouvoir, ont, naturellement, oublié leur origine révolutionnaire. Elles deviennent férocement conservatrices. La bourgeoisie qui vole comme elle respire, n'admet que l'expropriation pour cause d'utilité bourgeoise; mais jamais elle n'admettra de bon gré qu'on l'exproprie, à son tour, pour cause d'utilité sociale.

La bourgeoisie a continué par le vol. Elle vole constitutionnellement — et annuellement - à l'aide des budgets colossaux qui sont arrivés à absorber un quart du revenu national : cinq milliards sur vingt. Elle vole, de par l'organisation capitaliste, en ne restituant à la classe productrice qu'une partie des produits de son labeur de galérien. Ce sont des vols réguliers, légalisés, normaux que l'on avoue, que l'on affiche, que l'on fait justifier par des « savants » bien payés et décorés, par des publicistes et des journalistes à gages. Il n'y a que les « dé-clamateurs » socialistes qui s'en émeuvent sans, d'ailleurs, parvenir - ou du moins que trop lentement! - à secouer la classe ouvrière volée, dépouillée et

Mais il arrive de temps en temps que les hommes, vivant dans une atmosphère de vol à perpétuité, dépassent la mesure. Ce sont des voleurs à scandale; ce sont, au fond, des maladroits ou des malheureux parce qu'irréguliers. Individualistes, anarchistes du vol, au lieu de se soumettre à la loi capitaliste et de voler, le code bourgeois à la main, ils se placent en marge de la légalité qui — souvent malgré elle - est forcée de sévir.

Ils sont, pourrait-on dire, les prolétaires de la flibusterie qui, n'arrivant pas à se constituer un capital pour exploiter la chair à travail et la chair à plaisir, opèrent avec des coffres-forts vides, des carnets de chèque ou des actions de mines d'or découvertes dans la lune.

Lorsqu'un irrégulier de ce calibre est pris la main dans la caisse des gogos, il en résulte un beau tapage. Tous ceux qui volent honnêtement se jettent sur cet audacieux « hors la loi » et le déchirent à belles dents. Les hommes les plus véreux, les plus crapuleux se font sur le dos des malheureux une virginité, une honnêtete, une réputation. Les grands

mots retentissent. On venge la vertu. On restaure à grand fracas, la probité. On fait luire le soleil de la Justice. M. Barthou est chef des rayons qui détruisent « les miasmes ».

Et le lendemain, on continue... à voler! Je le déclare carrément : les voleurs irréguliers, si peu sympathiques qu'ils soient, me révoltent moins que les respectables voleurs qui jouissent de la protection légale d'un régime ayant à sa base l'expropriation des travailleurs, c'est-à-dire le vol capitaliste. Ce sont, pour la plupart, les voleurs des voleurs. Entre le trio de liquidateurs et les bandes régulières, ayant Etienne, vice-président de la Chambre et ancien ministre, comme administrateur des Compagnies des omnibus, ou Schneider, organisateur du vol de l'Ouenza, je préfère les premiers. Au moins, leur vol a des limites raisonnables, tandis que les autres...

Quel doit être le rôle du Parti socialiste et de la classe ouvrière lorsqu'un voleur à scandale est pris et traîné sur la claie par ses confrères et complices légaux? Il consiste à tirer l'enseignement qui convient, à profiter de ce vol à effet pour faire sortir la masse des volés de leur « lourd sommeil ».

Le camarade Jaurès, notre orateur le plus considérable à la Chambre, l'a-t-il

Oui et non. Oui, il a donné au scandale, grâce à sa brillante intervention, le grand retentissement de la tribune parlementaire. Les antiparlementaires eux-mêmes sont obligés de convenir que le Parlement sert à quelque chose lorsqu'on sait et qu'on veut s'en servir.

Mais, en toute franchise et sans aucune arrière-pensée, nous avons le devoir de dire que le camarade Jaurès n'a pas tiré de l'affaire des liquidateurs les leçons de choses qu'elle comportait. Jaurès n'a pas livré une bataille sociale, mais une bataille antiministérielle, qu'il devait fatale-ment perdre parce qu'il n'a aucune auto-rité pour diriger la majorité radicale qu'il attaque, et dans les réunions publiques et dans les Congrès. Jaurès ne fera jamais tomber un ministère. Il est trop bon. Il ménage trop les partis bourgeois et ceux-ci ne le craignent pas. Il fait des réflexions mélancoliques sur la faiblesse de la nature humaine en général. Mais les moralistes de toutes les époques — de Juvénal à Molière — ont suffisamment maltraité cette malheureuse nature humaine sans parvenir à la corriger. C'est le fer « rouge » de l'analyse socialiste qu'il fallait appliquer au régime « gan-gréné » de M. Barthou et compagnie. Jaurès ne l'a pas fait.

Est-ce l'influence de quelque esprit étroit et peu au courant de son entourage, qui se croit grand politique et prétend diriger son action? Est-ce le milieu parle-

mentaire saturé d'intrigues et de questions personnelles? Ou est-ce, enfin, sa méthode réformiste et démocratique? Peu importe. Ce qui est important, c'est que le Parti et la classe ouvrière, par leur propagande infatigable, profitent du grand scandale des liquidateurs et des révélations de Jaurès pour hâter le jour de la grande liquidation finale du régime capitaliste et du parti radical qui est son fondé de pouvoirs.

Nous ne désirons pas la mort prématurée et violente du parti radical, qui a rempli une grande mission historique, pour laquelle, d'ailleurs, il a touché, comme les liquidateurs, des honoraires

exagérés et revisables.

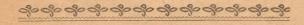
Si le Parti socialiste arrive au pouvoir, sans que les conditions économiques, et sociales nécessaires pour le fonctionnement de la nouvelle société soient pleinement réalisées, il ne pourra faire que de la politique radicale « de contingences »., Et il sera perdu.

Mais ce n'est pas à nous de sauver le parti radical, qui va délibérement, tête baissée, à sa propre perte. Poussons-le de notre mieux vers la fosse commune de

tous les partis de conservation!

Il y a une autre leçon des choses à tirer du scandale. La fameuse « participation des socialistes au pouvoir » finit dans la boue. Avis aux Vandervelde et aux Enrico Ferri, les participants de de-

Ch. RAPPOPORT.



Les Réformes d'Affaires

L'autre jour, dans l'Isère, notre ami Mistral donnait une réunion, assisté de Jaurès. A cette réunion, M. Zévaès osa paraître. Il voulut aussi parler; ce ne fut pas facile. A peine put-il jeter quelques phrases ou rageuses ou plates, dans le tumulte soulevé par l'universelle réprobation qu'il inspire. Cela, n'est-ce pas, n'est guère étonnant, et n'est déjà plus nouveau. Mais le renégat eut un mot édifiant : « Je suis, dit-il, pour une politique... d'affaires. »

Ce fut un lapsus, dira-t-on. — Non pas. Dans cet homme, à cet instant soulevé de colère et de dépit, la raison profonde qui meut ses actes s'est exprimée avec la spontanéité brutale d'un défi. Et, au surplus, il n'est que de voir les affaires faites avec les réformes, par les «socialistes» de participation au pouvoir, pour illustrer d'exemples l'aveu jailli des lèvres

crispées du renégat.

Vous rappelez-vous le cri d'espoir jeté par certains quand fut enfin votée la loi sur les accidents du travail? Enfin, on entrait dans la période des «réformes sociales»; l'ère des

« lois ouvrières » s'ouvrait!

Oh! je ne veux point rappeler ni qu'il fallut remettre cette loi sur le chantier, ni avec quelle maëstria patrons, Compagnies d'assurances et tribunaux arrivent à priver les accidentés du travail du bénéfice de la loi. Les faits de cet

ordre sont déjà assez connus.

Mais, à peine la loi votée, les Compagnies d'assurances s'adjoignaient presque toutes une « branche accidents »; il se fondait même des les accidents du travail. A ces Compagnies, il failut des avocats et des médecins. Quel rôle ils ont joué et jouent encore, les organisations syndicales l'ont dénoncé. Les campagnes de Quillent sont dans toutes les mémoires. N'a-t-il pas fallu, dans les syndicats, organiser contre ces agents des Compagnies des services juridiques et médicaux ?

Mais d'abord, les Compagnies d'assurances,

avec un rayon d'action nouveau, virent s'accroître «l'impôt direct» formidable qu'elles drainent chaque année. Grâce à un chiffre d'affaires grandissant, par le fait d'un amoncellement nouveau de capitaux, leurs actions

L'affaire était faite, et l'affaire était bonne.

Et bons étaient les sièges dans les Conseils d'administration, rémunérateurs les postes d'avocat et de médecin des Compagnies, et, par une façon de miracle sans doute, comme administrateurs, comme avocats, comme médecins de ces Compagnies d'assurances, on vit... toute la bande des avocaillons et des médicastres que le socialisme de participation avait, un temps, mêlés au mouvement ouvrier.

Les socialistes ministériels et dreyfusards étaient casés.

Toutefois, il faut en convenir - grâce il est vrai à l'énergie de certaines organisations syndicales — les ouvriers peuvent parfois se faire une arme de cette loi, qui ne reste donc pas une affaire exclusivement, à l'occasion de laquelle l'affaire peut sembler n'être qu'en

Il en fut bien autrement avec la liquidation

des congrégations.

Ils étaient une riche proie, les moines; mais ils étaient puissants par eux-mêmes et par leur clientèle. Ils avaient avec eux les derniers hobereaux, une nombreuse bourgeoisie rabattue par la peur du prolétariat sous l'égide de l'Eglise, et aussi, hélas! des prolétaires, paysans et même ouvriers, domestiqués par la charité, ou que le désespoir de si mal vivre livrait aux espérances religieuses.

Contre cette coalition de forces, la bourgeoisie au pouvoir, radicale et franc-maçonne, se sentit insuffisante. Pour vaincre, il lui fallait les contingents nombreux de ce prolétariat qui a rompu avec les puissances du passé, s'il n'a pas tout entier encore rompu avec les maîtres politiques d'aujourd'hui. Pour l'entraîner, elle lui promit le milliard des congrégations, qui serait pour les retraites ouvrières. Pour l'enrôler, elle le paya de cette promesse solennelle. Des salariés, elle fit des mercenaires. Et à la rescousse contre les moines! Les riches congrégations furent emportées. Main mise sur leurs biens! Liquidation générale! L'opération achevée, que produit-elle? Le déficit - si l'on peut dire! - creusé par les Duez et autres Lecouturier. Les mercenaires ne toucheront pas leur solde.

Et, parmi ceux qui ont mangé le milliard, nous retrouvons, en plus des gens bien apparentés avec la République, les loups-cerviers du socialisme de participation au pouvoir. Il manquait au réformisme d'affaires, la consécration d'un vote de confiance du Parlement. C'est fait depuis le 15 mars. La Chambre a admis ce miracle exquisement laïque, que le milliard se trouve avoir été distribué en braves honoraires, à des amis, créatures, secrétaires, clients politiques d'anciens ministres « socialistes», voir à un ministre quand il quitta la tribune ministérielle pour rentrer au prétoire, le portefeuille pour reprendre la toge.

- L'application de la loi de 1905, a dit M. Millerand, posait une série de problèmes juridiques extrêmement nombreux, de la solution desquels dépendait l'exécution des volontés du Parlement.

« Pouvais-je me dérober, refuser, pour éviter des des œuvres essentielles du gouvernement de Waldeck-Rousseau. »

Traduisez : les réformes et les affaires suivaient leur cours de compagnie sous notre

Et maintenant la question se pose de savoir si l'on continuera à vouloir que les travailleurs se laissent entraîner par les réformes et pour elles, à adapter la revendication ouvrière aux

concessions de la bourgeoisie, à soumettre la bonne foi des prolétaires aux chantages du

N'apparaît-il donc pas, enfin, qu'on les leurre, qu'on les déshonore parfois, qu'on les égare toujours. Et ils sont comme ces voyageurs qui quittaient des yeux les lumières fixes luisant dans la nuit sur la ville promise, pour se perdre à suivre les feux follets dansant sur les tombes - les tombes où prennent leurs retraites les vieux ouvriers!

B. MAYÉRAS.

WARRANGE WARRENGER WARRENGER WARRENGER WARRANGER WARRANGER WARRANGER WARRANGER WARRANGER WARRANGER WARRANGER W

LA BANDE NOIRE

Comme les immortels voleurs de la grande Révolution, les grands ancêtres de la première République, leurs descendants, ceux qui acceptent la Révolution en bloc, sont pris la main dans le sac des Congrégations, et c'est là un fait bien propre à réjouir ceux qui avaient prédit que le parti radical, comme jadis le parti opportuniste, finirait par un Panama. Le parti capitaliste est le représentant du vol organisé, on pourrait même dire organique. Il vole comme il respire, et il n'y a plus même personne pour dire à chacun de ses fonctionnaires, comme dans la célébre comédie de Gogol, le Revisor: « Tu voles trop pour ta place. » Dans une monarchie absolue, il arrive quelquefois que l'on donne un coup de balai et que l'on nettoie l'administration; c'est là un fait impossible dans les soi-disant démocraties de France et des Etats-Unis. Du haut en bas de l'échelle, chacun y vole suivant l'occasion et les circonstances.

L'affaire des congrégations, qu'est-ce autre chose que la Bande Noire de la Révolutioncette armée de spéculateurs qui achetait à bas prix les propriétés confisquées, payait en assignats et se faisait payer en numéraire? Comme Balzac l'a dit : « Le papier-monnaie n'a pas fait la fortune de l'Etat, mais bien celle des particuliers. » Tous les grands fournisseurs des quatorze armées de la Révolution exigeaient du Comité de Salut public la forte somme, et les grands « missionnaires », comme Danton, Lacroix, Merlin (de Thionville) et d'autres. revenaient de leurs voyages avec les poches remplies. La grande accusation de Robespierre, appelé l'incorruptible, c'était de traiter ses adversaires de voleurs, et l'on n'a pas assez remarqué à quel point la friponnerie devait être ambiante pendant la Révolution, pour que Robespierre devînt l'idole du peuple, par ce seul fait qu'il n'avait pas volé. L'histoire des tripotages des biens nationaux reste encore à écrire, mais déjà un fait reste, c'est que jusqu'en 1830, les acheteurs de ces biens étaient mal vus et que, de mémoire d'homme, dans lescontrats notariés, on faisait la distinction entre biens patrimoniaux et biens nationaux, ces derniers étant dépréciés, vu leur origine suspecte.

Aujourd'hui, la Bande Noire est devenue rouge, mais ses agissements sont les mêmes faire des marchés avec les congrégations, partager la poire en deux, toucher des commissions; tous ces faits et d'autres encore vont peut-être faire voir la lumière, si notre précieux gouvernement ne la met pas sous le boisseau. Cette fois, il ne s'agit plus d'un Arton, que pouvait jamais trouver, à l'instar de Jude. Mais le liquidateur arrêté a dû avoir beaucoup de complices, et si l'on tombe sur lui c'est surtout parce qu'il a confessé, sans cela on aurait trouvé un non-lieu. Cela ne rappelle-t-il pas la pièce si énergique de Brieux, où l'on voit celui qui avoue couvert d'injures, tandis que les Avinain sont portés en triomphe par la foule?

La morale de cette aventure immorale, c'est

que le parti radical a trouvé son Panama, comnue les opportunistes tant décriés. Qui ne serait frappé de la logique des événements et de leur répétition presque mathématique? L'affaire de Panama écluta aussi quelque temps avant les élections, et les gouvernants d'alors tombèrent à plat. Les radicaux malins, comme Pelletan et Millerand, désertèrent le bateau-Clemenceau avant qu'il ne sombrât; les élections introduisirent les socialistes à la Chambre. Aujourd'hui ce sont, non seulement les radicaux, mais leurs exécuteurs de basses-œuvres les transfuges socialistes et leurs partisans, qui sont atteints et sur qui la boue rejaill t.

Mais pourtant il y a une différence; le Parti socialiste alors n'offrait aucune apparence de solidarité avec les radiçaux: ce fut vers lui que la faveur publique se tourna.

Ch. BONNIER.

EN HOLLANDE

Le Congrès du nouveau Parli socialiste, formé par les marxistes, qui ont dû se séparer du Parli (S. D. A. P.) hollandais, à la suite d'incidents que le Socialisme a rapportés, s'est tenu récemment à Amsterdam.

Ce nonveau Parti a demandé son adhésion à l'Internationale; le Bureau socialiste a examiné cette demande et la question sera solutionnée au

Congrès de Copenhague.

Les membres du Parti marxiste se déclarent satisfaits de l'expérience des premiers mois de leur séparation d'avec l'ancien parti qui, disentils, devient de plus en plus un parti démocrate bourgeoisan'. Four preuve, ils signalent la propagande publiquement faile par un propagandiste officiel de ce parti en faveur de la formation d'un « bloc des gauches » contre les cléricaux actuellement au pouvoir. Ils soutiennent, en outre, que depuis la scission qui, a privé le S. D. A. P. des éléments actifs du marxisme, la campagne pour le suffrage universel, si vigoureusement menée autrefois, n'est plus poursuivie que mollement et ils l'expliquent par le fait de l'entente des réformistes avec les libéraux, qui ne veulent pas du S. U., le suffrage restreint servant trop bien leurs intérêts bourgeois. Enfin. les marxistes reprochent aux réformistes d'avoir abandonné, en ce qui concerne les retraites ouvrières, leur ancien programme, revendiquant les retraites à la charge de l'Etat, pour se rallier au projet du gouvernement clérica, qui veut faire payer les retraites aux ouvriers par des retenues sur leur salaire.

Le nouveau Partia conservé tout le programme de l'ancien (S. D. A. P.) et s'y conforme rigoureusement dans son action. Bien que ne disposant pas de grands moyens, il a déjà obtenu d'appréciables résultats et, organisé pour la lutte des classes, il espère rallier bientôt en grand nombre les prolétaires conscients de la Hollande.

Son action pour le suffrage universel, pour les retraites sans aucune contribution ouvrière, contre le militarisme, a été énergiquement conduite, et sa propagande de socialisme scientifique et révolutionnaire lui vaudra d'être admis de plein droit dans l'Internationale.

L'ancien parti, qui s'oppose à cette admission, déléguera, paraît-il, au Bureau international, en plus de son leader Troclstra, le marxiste Wibaud, qui a cru devoir rester dans l'ancien parti, quoiqu'entièrement d'accord avec le nouveau.

Les marxistes ne doutent pas que le camarade Wibaud fera tont son devoir de marxiste et ne laissera pas répandre dans l'Internationale l'allégation des réformistes tendant à faire croire que la majorité du S. D. A. P. laisse, à l'intérieur de cette organisation, toute fiberté aux révolutionnaires pour leur propagande.

SAMUEL.

Comité de Rédaction du SOCIALISME

Le LUND! et le VENDREDI, de 5 à 7 heures 3, Rue de la Roquette. — PARIS-XI°

Ma Jour le Jour ma

Pas dégoutés!

Est-il bien intéressant de signaler à nos lecteurs la grotesque manifestation à laquelle se sont livrés lundi soir les quelques jeunes bourgeoisillons dénommés « camelots du Roy », dont l'idéal est de singer à la fois les mœurs voyoucratiques et les « méthodes d'action » préconisées par certains anarchistes?

Nous nous abstiendrions volontiers de parler de ce « banquet de la fessée », commémorant des voies de fait commises contre le professeur Thalamas, n'était la notoriété des gens comme il faut qui vinrent l'honorer de leur présence. Citons-en trois : M. Léon Daudel, M^{me} la marquise de Mac-Mahon et M. Jules Lemaître, de l'Académie Française.

Dans notre Parti, on a tout de même un peu plus de dignité.

Présents d'Artaxercès

Du temps de La Fontaine, on disait l'œil du maître; de nos jours, on dit l'œil américain.

Si nous en croyons un communiqué du Temps, nos « voisins » d'outre-Atlantique n'ont pas usurpé cette réputation de perspicacité.

Le projet de loi reconnaissant d'utilité publique la fondation philanthropique offerte par le miliardaire Rockfeller à la ville de Washington est considéré par le Sénat comme « un instrument de corruption, destiné à faire échec à la législation et aux poursuites contre les trusts », écrit le correspondant de ce journal.

Narí qui en douterait. Seulement, chez nous, les socialistes seraient les seuls à s'en apercevoir. Seuls, en effet, nous pensons de la charité capitaliste ce qu'on disait autrefois des jésuites :

« Tout leur est bon pour réussir, même le

Surproduction

Dans l'année 1909, il s'est présenté 5.657 candidats aux bourses d'enseignement primaire supérieur. 2.216 ont été déclarés admissibles, et 1.087 seulement furent pourvus d'une bourse, soit la moitié des admis et le cinquième à peine des aspirants.

C'est par cette culture à la fois intensive et extensive des cerveaux que la bourgeoisie aboutit, d'une part, à recruter dans les rangs ouvriers le personnel technique qu'elle ne peut plus fournir elle-même, et d'autre parti, à avilir sur le marché du travail le prix de la marchandise cérébrale au-dessous même du salaire d'un simple manœuvre.

Restons propres

Ce n'est pas seulement dans ses conditions générales, c'est jusque dans ses moindres détails, qu'apparaît dangereuse et compromettante la collaboration socialiste au pouvoir bourgeois, qu'elle se présente sous forme d'un portefeuille ministériel ou de « délégation des gauches ».

Ainsi, rien que pour le petit Panama des liquidateurs, voici Son Excellence l'ex-camarade Millerand qui s'y trouve compromis au point d'être obligé, sinon d'apporter à la Chambre la justification de ses comptes personnels, du moins de plaider pour soi des circonstances atténuantes, en invoquant l'autorité du Waldeck qui fit jadis de lui le complice de Galliffet.

Voyez-vous la figure que ferait notre Parti, si de près ou de loin la politique « réformiste » avait pu l'engager dans ces gabegies à la suite des radicaux?

Le meilleur gouvernement

A cette différence près que le territoire marocain n'est ni colonisé, ni « protectorisé » par l'Allemagne, nos voisins de l'Est ont aussi leur Ouenza. Une certaine bande Mannesmann y réclame la concession de 600 gisements miniers, répartis sur 4 ou 5 millions d'hectares, autant dire le monopole. Pourquoi pas le Maroc tout entier, pendant qu'ils y sont?

Seulement, leur gouvernement ne marche pas comme notre République; il annonce formellement, explicitement, qu'il ne cèdera pas à leurs prétentions. Du coup, la branche allemande de l'Internationale capitaliste est capable de devenir républicaine! Et les zélateurs du Progrès, de la Démocratie et autres entités politico-philosophiques vont se réjouir comme les élus du royaume des cieux à la vue du visage repentant d'un pécheur en larmes... de crocodile.

La charité

La bourgeoisie est très philantrope, chacun sait ça. Seulement, en échange de ses sacrifices pécuniaires, la « joie du cœur » ne lui suffit pas : il lui faut aussi les joies de l'esprit et des sens.

Ainsi s'explique le mécontentement d'un Comité qui voulait donner une fête à Bruxelles au profit des inondés de France et de Belgique, et à qui le ministre des Affaires étrangères belge a refusé l'autorisation de faire appel au concours de la musique de la garde républicaine.

Que le susdit ministre soit un peu « mufle » tout de même, j'en conviens; mais que la solidarité soit l'unique mobile des organisateurs de la fête, il est permis d'en douter.

Après tout, il faut bien faire marcher le com-

merce...

Chez le kaiser

S'il est pour nos dirigeants une institution sacro-sainte, c'est la police; s'il est un chapitre budgétaire que notre Parlement tient à honneur de voter sans explications et sans contrôle, c'est celui des fonds secrets.

Mais qu'entends-je?... Dans l'impériale Allemagne, ne vient-il pas de se trouver au Reichstag une Commission du budget pour repousser une nouvelle augmentation de 300.000 marks demandée au susdit chapitre par le gouvernement!... C'est du moins ce que dit le Temps du lundi 14 mars.

C'est à vous donner envie d'être Allemand, quand on apprend des choses pareilles.

A qui le tour?

C'est magnitique. Les Panamas deviennent hebdomadaires.

Aussitôt après le Duez du milliard congréganiste, c'est le Marcouire de la jaunisse commerciale qui se fait pincer,

Ne pas oublier, s. v. p., que le quidam et ses complices recevaient tout dernièrement encore un brevet de civisme du Loubet qui fut jadis le Premier Citoyen de France, — ainsi qu'un prix de vertu du Mabilleau qui rédigea dans son jeune temps des ouvrages d'enseignement moral à l'usage des écoles. Ca se passait, je crois, a l'amphithéâtre de la Sorbonne.

La vie capitaliste est pleine de ces choses réjoussantes.

L'éternel refrain

Plus que jamais, les « ententes cordiales » ct les serments pacifiques sont à l'ordre du jour : dirigeants de tous pays s'époumonnent à crier leur ardent amour de la paix... armée.

Voilà pour les paroles. Quant aux actes, c'est une autre affaire. Voici, par exemple, en Angleterre, le budget de la marine qui s'élève cette année à plus d'un milliard — ce qui représente une augmentation de 136 millions sur l'an dernier, dont 109 affectés aux constructions navales. Cela donnera à la flotte anglaise dix navires, vingt contré-torpilleurs et 3 000 hommes de plus.

Que vous semble de cette précaution d'un voi sin qui s'arme jusqu'aux dents, tout en multipliant à votre égard les protestation d'amitié?

· C'est pour la paix, dit-il, que je travaille...

Paul GRADOS.

Les leçons d'Allemagne

Une des grandes préoccupations de ceux de nos camarades qui ont contribué à former la majorité du Congrès de Nîmes, ça été la crainte de voir les radicaux se servir contre les socialistes d'un vote émis contre les retraites ouvrières.

Que ferons-nous, se disaient-ils, si l'on vient dire à nos députés sortants : « Vous avez voté contre les retraites ouvrières. Vous voyez bien que vous n'avez pas souci, comme vous le prétendez, des inté-

rêts des travailleurs! »

Préoccupation vaine! D'abord, est-ce qu'on s'imagine trouver des adversaires à court d'arguments? Selon que les socialistes auront fait blanc ou noir, le blanc ou le noir deviendront pour eux des couleurs dangereuses. Et puis, quoi de plus aisé que de répondre en démontrant que c'est précisément le souci de l'intérêt prolétarien qui dictait le vote contre une loi atteignant le salaire au profit d'une capitalisation tournée contre les travailleurs?

On a déjà dit plus d'une fois à ce propos que des enseignements étaient à tirer de

l'expérience allemande.

La loi, on peut mieux dire, les groupes de lois établissant les assurances ouvrières contre la maladie, contre les accidents, contre l'invalidité et la vieillesse datent de plus de vingt années.

Nos camarades d'outre-Vosges avaient voté contre. Il n'est donc pas sans intérêt de voir quelle a été la situation qu'ils se

sont ainsi faite eux-mêmes.

Ont-ils perdu pour cela la confiance de la classe productrice? Pas le moins du monde. Il suffit, pour s'en rendre compte, de mesurer les énormes progrès faits par l'organisation de la démocratie-socialiste en Allemagne depuis 1889, de son demimillion d'électeurs d'alors aux trois millions et demi de maintenant, de ses 70.000 membres d'alors aux 600.000 cotisants d'aujourd'hui.

Est-ce que les partis bourgeois ont manqué à leur jeter à la face leur vote prétendument hostile aux retraites? Pas non plus. Dans un des tracts publiés par le Parti en 1907, celui qui porte comme titre: La démocratie socialiste et l'assurance ouvrière, nous lisons ceci (page 1):

Un des plus puissants arguments des adversaires dans la dernière bataille électorale a été que les socialistes avaient voté en 1883 contre la loi d'assurance contre la maladie, en 1884 contre l'assurance contre les accidents, et en 1889 contre l'assurance contre l'invalidité et la la vieillesse.

A quoi nos camarades répondent d'abord :

En 1883 et 1884, 12 socialistes siégeaient au Reichstag, mais 99 députés votèrent contre la loi. En 1882, la fraction socialiste du Reichstag comptait 11 membres, mais 165 députés votèrent contre la loi d'assurance contre l'invalidité et la vieillesse. Le reproche pourrait donc s'adresser aussi bien à d'autres partis, aux libéraux de gauche et au centre, qu'aux socalistes.

Mais les groupes qui ont voté non ne peuvent pas être considérés comme une masse compacte. C'étaient des motifs opposés qui les amenaient à dire non. Les socialistes repoussaient les lois parce qu'elles ne donnaient pas assez aux travailleurs et les autres, parce que, d'après eux, elles donnaient trop. Le oui ou le non ne fournissent donc aucune explication de l'attitude du Parti vis à-vis de l'assurance ouvrière.

Les camarades expliquent alors que, selon leur proverbe favori : « Quand deux

hommes font la même chose, ce n'est pourtant pas la même chose. »

Les motifs qu'ils exposaient ont été compris, comme l'événement l'a prouvé.

A la fin de la même brochure, nous trouvons noté qu'aussitôt les lois mises en vigueur, malgré leur opposition, les socialistes proposèrent des améliorations et des corrections.

On les repoussa, sous prétexte que les charges en seraient, soi-disant, trop grandes. Les représentants du gouvernement, des « partis du bloc » et du centre parlent des charges, trop fortes mais seulement quand l'argent doit être employé pour les ouvriers. Mais le, mot disparaît de leur vocabulaire, quand ils votent des fonds, pour les agrariens ou pour le militarisme et la marine.

Il y a là une opposition complète entre les socialistes et les autres partis. Les socialistes n'ont devant les yeux que le bien des travailleurs et il faudra trouver les moyens pour que ce bien se

ealise.

On voit que le reproche de l'opposition aux retraites et à l'assurance gêne peu les socialistes d'Allemagne. Leurs rangs grossisent, leur influence grandit, leur action s'accentue et prend les formes que nous voyons aujourd'hui dans la lutte pour le suffrage universel en Prusse.

Au nombre de ces revendications que le Parti pose comme devant être réalisées dans la loi de demain, il en est une qui étonnera peut-être certains de nos camarades, à qui l'on a dit que l'opposition au prélèvement sur les salaires était absente

des batailles allemandes.

Je trouve, dans une forte brochure écrite par un socialiste fort pondéré, Friedrich Kleeis sur La Constitution et l'organisation de l'assurance ouvrière, la liste des revendications du Parti. Et j'y lis, en troisième lieu (page 62):

Acquittement intégral des colisations versées pour les personnes occupées moyennant salaire ou appointements, par leurs employeurs; pour les autres personnes, par leurs propres ressources.

Acquittement des cotisations par les employeurs et non par un prélèvement sur les salaires. Voici un extrait du commentaire qui suit :

Stadthagen, dans son *Droit ouvrier*, dit avec raison: « Toute exploitation doit supporter ellemème les frais de production. Si l'exploitation comporte des dangers, il va de soi que ce danger doit incomber à celui qui a le profit d'entreprise et non à celui dont la force-travail est atteinte par le danger de l'exploitation, Qui a le profit a aussi le risque. C'est un vieux principe juridique, fondé sur la nature de la propriété individuelle. Mettre ce principe hors de vigueur pour l'ouvrier dont la force de travail est lésée, c'est établir une loi d'exception au détriment de l'ouvrier. Ce qui est dit ici spécialement pour l'assurance contre les accidents, s'applique également à l'assurance contre l'invalidité et la vieillesse.

On voit que nos camarades allemands ne croient pas, eux, qu'il importe à la « dignité » de l'ouvrier de payer sur son salaire le droit à la retraite.

Ils ne pensent pas non plus, paraît-il, que les socialistes soient dans leur rôle en proposant ou en acceptant des diminutions de salaires eux qui sont partisans de l'augmentation des salaires jusqu'à concurrence de l'abolition du salariat.

BRACK

BLOC ET BLOCARDS

Tandis que des socialistes immolent leurs convictions sur l'autel des réformes à la sauce Millerand et jurent de voter la loi sénatorialé des retraites ouvrières sans y changer ni un mot, ni une virgule, des radicaux, plus soucieux des inévitables protestations de leurs électeurs contre les dispositions homicides de cette loi,

déclarent qu'ils déposeront des amendements et qu'ils les voteront malgré le gouvernement.

Tandis que des socialistes soupirent à la reconstitution du « Bloc » et rêvent d'un retour à la grande époque du combisme, des radicaux plus avisés et plus réalistes conviennent que le « Bloc » a fait son temps, et qu'espérer sa reconstitution est « une sottise ».

D'où vient, écrit le directeur d'un journal radical très considéré, la *Dépêche de Toulouse*, d'où vient le flottement du radicalisme actuel?

Il vient de la situation paradoxale où les radicaux se sont mis, et qui fait que le parti radical a l'air de se traîner à la remorque de dirigeants qui ont l'air d'être des socialistes... On nous entretient sans cesse de « Défense républicaine », sans cesse on rève du « Bloc ». La « Défense républicaine » eut son heure. Le « Bloc » nous a rendu des services. A une époque où les réactionnaires de tout poil et de faux républicains redoublaient d'assauts furieux contre la vraie République, il permit aux démocrates de se tenir coude à coude et de remporter des victoires. Est-ce un motif de ressasser des formules qui ont fait leur temps?

Moyen de gouvernement, le « Bloc » n'est qu'une sottise, et la preuve, je la découvre dans

ses propres conséquences.

Ces conséquences, c'est l'enchevêtrement des partis, c'est la confusion des doctrines, c'est l'embrouillamini politique. Le « Bloc », ce ne peut être qu'une tormation de combat. Il n'a pas d'autre valeur que la valeur d'une tactique électorale. Mais à cette tactique même, que sert de nous cramponner?

La politique du « Bloc », c'est la jument de Rolland. Elle a mille qualités. Il lui manque d'être en vie. Le propre des démocraties est de regarder devant elles. C'est le secret de leur force. Dans le gouvernement des hommes, le fameux cri : « Place aux jeunes! » peut n'être qu'une injustice. Précisément parce qu'elles sont changeantes, les démocraties ont besoin de l'expérience des vieux. Mais ce qui n'a pas le droit de blanchir, ce sont les programmes, les idées ou les méthodes. Les programmes doivent être à jour. Les idées doivent être neuves. Les méthodes à l'instar.

On ne saurait mieux dire. Bien que nous inspirant de considérations tout autres, nous ne saurions trop nous féliciter de voir enregistrer par les plus clairvoyants de nos ennemis radicaux l'acte de décès — décès... éternel! — d'une « tactique » que les circonstances nous obligèrent à subir, mais qui fut rien moins que glorieuse pour notre Parti.

Si l'épreuve du feu fait les bons soldats, l'épreuve du « Bloc » a fait des socialistes et c'est notre garantie contre toute nouvelle tentative de confusion, où le Socialisme cesse

d'être lui-même.

P.-M. ANDRÉ

Une nouvelle brochure

ನಿಂದು ಮಾದು ಮಾದು ಮಾದು ಮಾದು ಮಾದು ಮಾದು

La Librairie du Socialisme vient d'éditer en brochure les articles si clairs et si documentés publiés dans ce journal-revue par le citoyen Vincent Carlier, député de Marseille, sur la Houille blanche et le Socialisme.

Cette étude démontre, notamment, que l'exploitation collective de la force des cours d'eau procurerait à la nation française une richesse considérable, qui est déjà en partie et sera bientôt complètement accaparée par le capitalisme.

C'est un exemple saisissant de la main-mise capitaliste sur les moyens de production et des avantages que retireront les travailleurs lorsque, devenus maîtres du pouvoir politique, par la victoire du socialisme, ils restitueront à tous, sous la forme sociale, les profits réalisés par les capitalistes.

Il faut lire et propager la brochure de Vincent Carlier, dont un exemplaire est adressé franco, moyennant 15 centimes envoyés à l'administration du Socialisme, 3, rue de la Roquette, à Paris.

Le cent, /ranco, 10 francs.

MONOGRAPHIE PAYSANNE

Lorsque nous écrivons que les petits propriétaires cultivateurs vivent inhumainement, tout en fournissant une somme de travail excessif, et que la modicité des gains qu'ils réalisent dans leur industrie ne leur permet pas de jouir de la somme de bien-être à laquelle ils ont droit, certains contestent nos dires, doutent de nos affirmations et vont jusqu'à en nier l'évidence.

A les entendre, les petits propriétaires -- tout comme les petits fermiers et les petits métayers du reste - seraient les plus heureux des mortels et leur budget, gonflé à en crever, leur donnerait les facilités voulues de goûter à toutes les jouissances matérielles et intellec-

tuelles de notre époque.

Toujours désireux d'apporter des faits dans ces discussions contradictoires, et voulant fournir des chiffres pouvant donner une idée de la véritable situation sociale des petits propriétaires, je me suis livré à une enquête personnelle auprès d'un paysan du Gard, dont la famille se compose de trois personnes, et qui occupe un salarié. Et les documents que je vais apporter ne peuvent, en aucune façon, être suspectés, puisqu'ils sont les pièces comptables d'un budget.

Ce paysan petit propriétaire est le type ordinaire et moyen du rural vivant à une certaine distance de toute voie ferrée et de toute agglomération urbaine, contraint, comme tous ses pareils, de vendre ses produits aux

intermédiaires.

Son exploitation est d'une étendue d'environ 40 hectares, se décomposant en 22 hectares de bois, 3 hectares de mûrier, 1 hectare d'oliviers, 13 hect. 70 de céréales et fourrages et 30 ares

Toute la famille : deux femmes et un homme contribue à l'exploitation et un domestique, âgé de 18 ans, payé à raison de 400 francs l'année et nourri, apporte l'appoint de sa force-

En plus de ce déboursé comme salaire, il faut compter le montant des impôts qui, de 150 fr. 42 en 1900, atteignait la somme de 204 fr. 29 en 1909!

C'est donc un total de 604 fr. 29 de dépenses

obligatoires annuelles.

Voyons maintenant ce que rapporte ·la mise en œuvre de ces 40 hectares.

Les 22 hectares de bois rapportent 800 francs de coupe tous les vingt ans, soit 40 francs l'an, auxquels il faut ajouter 75 francs d'herbes, soit une recette totale annuelle de 115 francs.

Les 13 hect. 70 ares rapportent du fourrage et des céréales. La production du fourrage ne peut être vendue; elle est nécessaire pour la nourriture des bêtes : deux chevaux en période ordinaire, avec deux bœufs en plus au moment des travaux pressants.

La moyenne de la production des céréales est de 70 hectolitres de blé à 18 francs; de 30 hectolitres d'avoine à 9 francs et de 10 hectolitres de pamelle à 12 francs, et si toute la récolte était vendue, la recette totale serait de 1.260 francs de blé, 270 francs d'avoine et 120 francs de pamelle, soit une recette totale de 1.650 francs. Mais l'avoine et la pamelle étant nécessaires à la nourriture et à l'engraissement des animaux, ces produits ne sortent point de la ferme, et c'est, par conséquent, autant d'argent qui ne rentre pas.

Pour le blé, il faut en conserver 8 hectolitres pour la semence et 16 hectolitres destinés à être transformés en farine d'abord, et en pain ensuite, pour la nourriture de la famille; ce qui ne fait plus de libre pour la vente qu'un stock de 46 hectolitres à 18 francs, soit 828 francs.

Les 30 ares de vignes permettent tout bonne-

ment de récolter le raisin juste nécessaire à la fabrication de la boisson consommée par la maisonnée.

L'hectare d'oliviers donne, bon an mal an, la quantité d'olives voulue pour la consomma-

Restent les 3 hectares de mûrier permettant d'élever 200 grammes de vers à soie, dont le produit est d'environ 320 kilogrammes de cocons, vendus à raison de 3 fr. 50 le kilogramme, soit un produit d'environ 1.200 francs

Ainsi donc les recettes sont de :

115 francs de bois;

829 francs de blé;

500 francs de bétail engraissé (le lait étant consommé à la maison avec le peu de volaille élevée, les œufs récoltés et les porcs engraissés).

1.200 francs de cocons; soit un total de 2.644 francs.

Deux mille six cent quarante-quatre francs, tel est le rendement de la vente des produits agricoles dus au travail de quatre personnes sur 40 hectares de terre situés dans le canton de Lussau dans le Gard. Et cela dans de bonnes années, lorsque la sécheresse n'a pas empêché la récolte; lorsque les inondations n'ont pas dévasté les terres de la plaine; lorsque la chambre de vers à soie n'a pas été atteinte par un coup de froid ou la maladie; lorsque les bois n'ont point été incendiés et qu'il n'est point mort de bétail!

Pour savoir ce qui reste pour la nourriture et l'entretien de la famille - car malgré la volaille, les œufs, le lait et la viande de porc, le pain, le vin et l'huile consommés, il faut encore autre chose - nous allons passer à l'examen

des dépenses à déduire des recettes. Main d'œuvre d'un salarié et impôts. 604 29 Assurance Achat d'engrais et de graines de vers

485 >

Entretien des outils aratoires, voitures, bâtiments d'habitation, har-

nuis, etc., amortissement du capital possédé en bêtes de traction.

Soit un total de. . . Deux mille neuf francs vingt-neuf centimes de dépenses, défalqués de deux mille six cents quarante-quatre francs de recettes, c'est donc une somme de six cent trente-quatre francs soixante et onze centimes qui reste disponible pour nourrir quatre personnes (la famille et le salarié) et en entretenir trois (la famille seule-

Six cent trente-quatre francs, telle est la somme d'argent que voit un ménage paysan après toute une année de labeur ininterrompu, de fatigues exténuantes et de soucis constants!

Pas même deux cents francs par tête pour se nourrir et s'habiller!

Allons, voyons, vous qui nous parlez du bonheur sans mélange de nos ruraux; vous qui criiez, ricaniiez, quand, à la Chambre, je faisais allusion à ces millions de travailleurs de la terre: depuis les petits propriétaires jusqu'aux salariés, chaque jour davantage exploités et écrasés, dites-nous quelle vie peuvent mener ces fameux petits proprios dans de semblables

Quelle nourriture peuvent-ils absorber? De quels vêtements peuvent-ils se revêtir? Quels agréments peuvent-ils se procurer?

Et y en aura-t-il encore un parmi tous les blasés de la vie mondaine, parmi tous les sceptiques de notre bourgeoisie républicaine, parmi tous les satisfaits de la société capitaliste qui osera encore insulter la misère paysanne en la contestant et en la niant?

COMPÈRE-MOREL.

Faites des Abonnés au "Socialisme" et vous ferez des Socialistes

9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9

Les bons comptes.....

Nous avons toujours affirmé que l'opinion de la France ouvrière socialiste sur les retraites ouvrières était en conformité avec le vote de la minorité au Congrès de Nîmes. Si la question avait été posée, comme elle eût dû l'être, si nous n'avions pas toujours trente-six mille chats à fouetter entre nous, - et examinée comme nous aurions désiré qu'elle le fût, il est à peu près certain que ce serait, non une importante minorité qui se fût prononcée contre le texte bourgeois des retraites, mais la majorité des travailleurs, membres du Parti.

Telle qu'elle est, cependant, cette minorité pourrait bien et effectivement, sans qu'on y prît garde, se révéler majorité, car il se fait jour que dans plusieurs Fédérations où la question a été examinée à fond, les votes émis en faveur des retraites par des délégués qu'elles n'avaient pu mandater, sont contraires à l'opinion de ces Fédérations.

Ainsi, dimanche dernier, le Congrès fédéral de Seine-et-Marne remettait les choses au point pour ce qui le concerne, et il résulte, de la discussion et des votes émis, que quatre des voix attribuées à la motion Vaillant vont en réalité à la motion Luquet et... à la minorité - accidentelle - de la Commission Administrative

Loin de nous la pensée de récriminer; nous l'avons dit au Congrès, sans prétention aucune à l'abnégation chrétienne, d'ailleurs : peu nous importe d'être huit ou dix à la C. A. P.; ce qui nous importe vraiment et doit nous importer, c'est l'opinion de la classe ouvrière française, et c'est elle que nous cherchons à dégager à mesure qu'elle se révèle.

De plus, dans la Fédération de l'Isère, dont la majorité a voté pour la motion Luquet, la section de La Mure - que le camarade docteur Ricard se croyait autorisé à représenter vient d'approuver le vote de la majorité de la Fédération, ce qui fait que la voix que le camarade Ricard avait cru pouvoir donner à la motion Vaillant revient à la motion Luquet; c'était, d'ailleurs, ce que j'avais essayé de faire saisir au camarade, connaissant, comme je le connais, l'état d'esprit de la section de La

Il est d'autres sections, dans d'autres Fédérations, dont les votes sont allés dare dare à la motion Vaillant, qui se déclarent officieusement, en attendant que l'occasion pour elles se présente de s'expliquer officiellement, pour ladite motion Luquet.

Il serait à souhaiter qu'elles et les autres adoptassent la manière de faire proposée par la Fédération de Seine-et-Marne en son Congrès du dimanche 13 mars.

Cette Fédération demande, par vote unanime, un referendum organisé par le Parti, qui permettrait au prolétariat socialiste de se prononcer librement et en toute connaissance de cause sur les retraites qu'on veut lui servir... avec son argent.

La même Fédération est encore revenue sur le vote émis à son précédent Congrès, relativement à son attitude au deuxième tour de scrutin, et, au lieu du désistement très... expansif qu'elle se proposait, elle s'est prononcée, si désistement il y avait, pour le désistement pur et simple.

Pour être complets, disons que le Congrès a contesté l'authenticité de sa délégation à Nîmes; il a toutefois mis hors de cause la personnalité du délégué et le Bureau fédéral.

Il n'en reste pas moins vrai que la majorité se trouve - et jusqu'à nouvelles précisions -

délestée de 5 voix; elle devient 188, tandis que la minorité monte à 161.

Nous continuerons, s'il y a lieu, ce calcul éminemment utile, les bons comptes, comme nous le disions plus haut, faisant toujours, selon nous, d'excellents amis.

Angèle ROUSSEL.

TO THE TOTAL THE TOTAL TO THE TOTAL THE TOTAL TO THE TOTAL TOTAL TO THE TOTAL TO THE TOTAL TO THE TOTAL TO THE TOTAL TO TH

ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL

Au moment même où, par ses Duez, la bourgeoisie illustre son état d'âme et de moralité en un dessin vigoureux et largement empâté de noir—bien qu'elle volatilise des frocs—en son Louvre du xix° siècle, au Pavillon de Marsan, elle exhibe des échantillons du décor de son home, de ses vêtements de bois, de fer, de oéramique.

Dans le même bâtiment, dans des pièces dont les baies donnent sur le cinquième Salon des Artistes décorateurs, son hôte, l'Union centrale des Arts décoratifs, réunit lentement, bien après Kingsiston de Londres, après Munich et Strasbourg, le mobilier français, et plus particulièrement celui de la bourgeoisie du xvine siècle.

En Allemagne, ces classifications ont été faites depuis plus d'un quant de siècle avant Paris, on y a reconstitué mon seulement des chambres complètes de la bourgeoisie cossue, mais de toutes les classes, et aussi ces étables du Tyrol, dans lesquelles les bêtes passent leur calorique aux humains.

L'Union centrale, dans ses salles du deuxième et troisième étage du Pavillon de Marsan, a classé ce mobilier français, presque de vingtcinq en vingt-cinq ans, marquant bien, enregistrant complètement toute son évolution. Et, comme couronnement, elle a, dans sa dernière salle, accroché une collection de bassinoires, réunie à la fin du xix° siècle. Si un de nos petits-fils, ou petits-neveux, voulait s'amuser à nouveau à ce petit jeu de collectionneur de bassinoires, il n'aurait qu'à réunir les portraits des orateurs écoutés et il damerait le pion au collectionneur bourgeois.

Le Salon des Artistes décorateurs de cette année, venant après vingt-cinq ans d'existence des Ecoles professionnelles de la Ville de Paris, peut donc faire constater les résultats de leur enseignement. Ce Salon vient aussi au moins un quart de siècle après que, sous la vigoureuse critique de Viollet-le-Duc, quelques élèves de l'Ecole des Beaux-Arts nompirent avec la tradition, après que quelques peintres, à cause de l'encombrement du marché de l'immense stock de tableaux, après aussi que quelques architectes, ne voulant pas être conmis et ne pouvant acheter ou créer un cabinet, se mirent à faire des meubles et à dessiner des objets usuels.

On peut donc maintenant bien saisir la tendance et enregistrer l'évolution dans ce Salon, qui contient, comme clou, une exposition d'ensemble des œuvres du regretté Bellery-Desfontaines, un des plus fervents novateurs, mort récemment.

La plupart ont passé à côté de l'évolution, n'en ont pas été réellement les jouets, surtout ceux qui ne procèdent que par dessins et se font exécuter par d'autres mains; ceux-ci, quoique ayant hardiment rompu avec la tradition, n'ont fourni que des objets de luxe, et ils ne vendent qu'à des snobs.

D'autres, ceux qui conçoivent eux-mêmes et exécutent de leurs propres mains leurs œuvres, ont réellement fuit des choses originales, bien adéquates à la matière.

Ainsi, les ferroniers ont produit des supports d'ampoules électriques absolument nouveaux, exclusivement donc pour notre époque et nos besoins, et ceux-ci ont certainement profité quand même de l'enseignement des Ecoles professionnelles de Paris et de l'enseignement du dessin donné dans toutes les écoles communales. Quoique la pédagogie du dessin laisse encore beaucoup à désirer, parce qu'elle s'appuie sur de surannés, donc mauvais exemples, pris pour la plupart dans l'art traditionnel—qui est quand même en train de rendre l'âme—et parce que les pédagogues, en leur pédagogie, ne veulent pas aller aux bonnes sources, qui sont la technique professionnelle des corporations du xure et du xive siècle.

Ceux-ci ont donné le maximum avec leur outillage, parce qu'ils connaissaient à fond toutes ses ressources et qu'ils caressaient respectueusement la matière.

Et en sortant de ce Salon très intéressant, je pense aussi à ceux, plus modestes, qui n'y sont pas personnellement et qui, eux, sont les vrais jouets de l'évolution; car dans presque tous les matériaux, les procédés nouveaux de construction et de décoration, j'ai eu la grande joie de rencontrer la main de camarades qui, comme moi, ont eu cette bonne fortune, cet orgueil que leur cerveau ait été imprégné dès la première propagande vraiment socialiste.

Max BRÆMER.

99999999999

Pour les petits Commerçants

Si nos petits boutiquiers, nos commerçants veulent encore un exemple des concentration capitaliste qui s'opèrent journellement dans le conmerce et se rendre compte d'une façon tangible de la concurrence que leur font les grands magasins, qu'il me soit permis de leur citer l'exemple suivant, que je glane dans le Vieux Financier:

La Société françaises des Nouvelles Galeries réunies, créée en 1884, exploitait sous le nom de Sociélé des Grands Bazars réunis, un certain nombre de bazars. La Société ne tarda pas à étendre son champ d'exploitation; elle portait, en 1897, son capital de 1.500.000 fr. à 7.500.000 fr.; en même temps, elle prenait de titre de Société Française des Grands Bazars et Nouvelles Galeries Réunies. L'année suivante, le capital était élevé à 22.094.000. Bientôt da Société subissait une nouvelle transforformation; elle prenait, en 1900, la dénomination de Sociélé des Nouvelles Galeries de France; son capital était, en même temps ponté au chiffre de 30.889.000 fr. par la création de 16.000 actions d'apport attribuées à la Société des Nouvelles Galeries de France en représentation de son actif. Cette assemblée autorisait, en outre le Conseil à augmenter le capital social à concurrence de 35.000.000 de francs au fur et à mesure des besoins de la Société, ce qui ent lieu peu après. Aujourd'hui le capital se trouve fixé à 39 millions de trancs.

De plus, il a été émis, dans le courant de 1899, 24.000 obligations 40/0 de 500 francs, remboursables au pair du l'er août 1908, au 1er août 1928.

La Société exploite en province : les Nouvelles G deries et Grand Bazar de Bordeaux; des succursales à Angers, Limoges, Verdun, Carpentras, Marseille, Tarbes, Rouen, Amiens et Montpellier. A Paris, elle exploite l'établissement des Nouvelles Galeries de l'avenue de Clichy, et rue des Archives, un entrepôt pour ses fournitures de province. Le 17 mai 1909, elle a ouvert les Nouvelles Galeries à la Ménagère, qui ont été édifiées boulevard Bonne-Nouvelle sur l'emplacement précédemment occupé par un établissement du même nom. En outre, la Société a traité avec un grand nombre de maisons de France et de l'Etranger qu'elle se charge d'achalander.

Voici comment se comparent les comptes des neuf derniers exercices :

	Bénéfices d'exploitation.	Amortisse- ments.	Divi- dende
1900-1901	4 689 498	1 116 277	50 ° »
1901-1902	5 480 664	991-124	50 »
1902-1903	5 866 042	1 495 000	50 »
1903-1904	5 906 980	1 500 000	50 »
1904-1905	6 670 611	2 300 304	50 »
1905-1906	7 396 587	2 831 828	52 50
1906-1907	7 514 610	2 500 000	52 50
1907-1908	7 752 252	2 500 000	52 50
1908-1909	8 650 085	1 859 999	52 50

On voit que les augmentations sucessives du capital ont été suivies d'un nouvel essor ineustriel, ce qui témoigne de la vitalité de l'entreprise et ce qui prouve bien que le capital est la condition de la réussite en affaires.

Le bénéfice s'est considérablement accru au cours du dernier exercice : il s'est élevé à 8 millions 650.085 fr. 48, en augmentation de 1 million 97.833 fr. 75 sur celui de 1907-1908.

Et bien, vous, petits boutiquiers, petits commerçants, continuez à attendre le client derrière vos comptoirs; conservez votre atfitude passive jusqu'au jour de la faillite et continuez à affer grossir la clientèle électorale de tous les partis bourgeois, conservateurs de l'ordre de choses actuel.

Vous icez sans cesse de mal en pis, parce que vous ne voulez point voir que, seul, le socialisme apporte un remède aux maux créés par la concentration capitaliste, par le système de la concurrence à outrance.

Claude RISAL.

LE TRUST DE L'ACIER

On sait que l'United States Steel Corporation, plus connue sous le nom de trust de l'acier, est maîtresse de 60 0/0 à peu près de la production américaine d'acier. Les 40 0/0 restants sont, pour la plus grande partie, entre les mains de quelques grosses Sociétés qui, comme le trust lui-même, possèdent des mines, en extraient le minerai, qu'elles transforment en fonte brute d'abord, en acier ou en fonte de moulage ensuite, et même, la plupart du temps, en produits finis, ou prêts à l'être, tòles, barres, etc.

Rien ne montre mieux l'activité de l'industrie sidérurgique aux États-Unis que les bénéfices de l'immense organisme qui en absorbe à lui seul plus de la moitié. Nous donnons ci-dessous les principaux chiffres du compte de profits et pertes de l'United States Steel Corporation. Nous n'avons pas besoin de faire ressortir l'échelle colossale sur laquelle opère cette Compagnie qui a réalisé, l'an dernier, plus de 650 millions de francs de hénéfices industriels et était parvenue, il y a deux ans, à plus de 800 millions.

Profits du Trust de l'Acier depuis 1902 (En millions de dollars.)

		***	TATO III	ac ac	marb.		
Annés au 81 décembre	(Recettes nettes	linter. obli-	Fonds d'amortis-	Charges	Béné- fices	Dépréce-	Solde
		gations	sement	totales	nets	amélioration	nible
1909	131	23	7	30	100	(24	'78
1908	91	23	6	30	61	45	45
4907	160	22	7	29	130	25	1105
4906	156	22	6.	29	126	28	198
4905	119	23	6	29	90	21	-68
1904	73	23	5	29	44	12	31
1903	109	19	5	24	84	23	60
1902	133	15	3	18	114	24	90

	I	Dividendes		Divid	endes	
	Action	s de préférence	Balanca	Actions	ordinaires	Surplu
	0/0	dollars		0/0	dollars	
1909	7	25	53	4	120	32
1908	7	25	20	2	40	10
1907	7	25	80	2	1.0	69
1906	7	. 25	72	2	10	62
1905	7	25	43))	-))	43
1904	7	25	6))	-0))	6
1903	7	30	30	2 1/2	12	17
1909	7	25	54	· A	90	134

Les résultats du dernier trimestre de 1909, qui viennent d'être publiés, sont parmi les plus bril-

lants que le trust ait jamais obtenus. Ils donnent 40.971.000 dollars de recettes nettes, somme qui n'a été dépassée que trois fois depuis bientôt neuf ans que la Compagnie existe, savoir : dans le dernier trimestre de 1906, dans le deuxième trimestre de 1907, où fut atteint le maximum (45 millions 1/2 de dollars), et le troisième trimestre de la même année; pour le premier trimestre de 1908, on était tombé à 18 millions de dollars.

L'Action Sociale

A L'INTÉRIEUR

Les Grèves dans la Métallurgie

Au Havre. - La grève, chez Westinghouse, a pris fin le lundi 14 février, après deux mois de résistance

Tout le personnel fut réintégré et la direction fit de vagues promesses de remboursement des fonds retenus par jugement du Conseil des Prud'hommes.

La police, la magistrature ont aidé de leur mieux à l'écrasement de la grève.

Au Chambon. - Le personnel de M. Besson, fabricant de boulons, est en grève depuis le 23 décembre, pour exiger la réintégration d'un camarade arbitrairement congédié

Nous estimons, en effet, disent les ouvriers que le renvoi de notre camarade n'avait eu comme cause que sa qualité de syndiqué. Notre opinion se confirma lorsque les chômeurs de l'usine Besson, à la recherche de travail, se virent consigner toutes les usines de la région. Peu à peu les esprits s'échauffèrent.

Au bout de deux mois, tous les boulonniers du Chambon, soit treize cents, employés chez huit patrons, quittèrent le travail, présentant comme seule revendication la reconnaissance du droit syndical. Des pourparlers alors s'engagèrent. Les patrons rédigèrent un texte transactionnel. En voici les principaux extraits:

Nous n'avons jamais eu l'intention de nier l'existence légale des syndicats. Nous demandons seulement qu'il soit bien entendu que les difficultés d'ordre professionnel pouvant surgir dans nos usines respectives soient solutionnées par le fonctionnement de Commissions techniques com-

Les ouvriers boulonniers acceptent, en effet, la formule patronale, mais à une condition : c'est qu'au lieu de reconnaître l'existence légale des syndicats en général, les patrons du Chambon reconnaîtront de façon plus précise et plus nette l'existence légale de leur syndicat ouvrier. Ils ont à leur tour proposé un texte où les mots « commission technique de la corporation » étaient remplacés par ceux de « Commission syndicale ». Les patrons se sont refusés à cette substitution.

Du coup, tous les ouvriers du Chambon ont pris la mouche. Aux treize cents boulonniers en grève se sont joints, par esprit de solidarité, deux mille ouvriers en limes et mille ouvriers de grosse métallurgie, ce qui fait un total de quatre mille trois cents grévistes.

A Paris. - Après huit semaines de grève, les ouvriers de la maison Couesnon et Cie ont obtenu l'établissement d'un minimum de salaires. Un tarif a été affiché dans les ateliers pour chaque spécialité, et une copie signée de M. Couesnon en a été remise au Syndicat.

Le minimum des salaires est fixé, selon les spécialités à 0 fr. 70, 0 fr. 80, 0 fr. 90 et 1 fr. de l'heure. Les salaires se sont trouvé augmentés dans une proportion de 0 fr. 50 à 2 fr. par jour.

Tous les grévistes ont été réintégrés, à part deux ou trois, ces derniers travaillant dans une

A propos de l'Ouenza

En réponse à une note tendancieuse parue dans la presse bourgeoise, ayant pour but d'insinuer que le prolétariat algérien marchait i la remorque des Schneider, Jonnart, Krupp et consorts, le groupe socialiste de Constantine a voté l'ordre du jour suivant :

Le groupe socialiste de Constantine convaincu que seule la socialisation des moyens de production et d'échange peut amener la suppres-sion du salariat, dernière forme de l'esclavage; « Oue les votes émis, d'une part, par les deux

conseillers municipaux de Bône et, d'autre part, par la Bourse du Travail de Constantine, ne sauraient en aucune façon engager les prolétaires conscients groupés dans un parti de classe;

« Que les organisations serviles en matière politique et économique ne sont nullement qualifiées pour parler et agir au nom des travailleurs ayant assez de dignité pour lutter constamment sur le terrain de la lutte de classe;

« Le groupe socialiste de Constantine déclare se solidariser nettement avec tous les militants du groupe parlementaire, qui protestent énergiquement contre l'escroquerie de l'Ouenza, et s'engage à soutenir par tous les moyens en son pouvoir, l'action engagée contre les vautours de la

A L'EXTERSOUR

Le Suffrage universel en Prusse

A l'heure où nos camarades prussiens font un formidable effort pour obtenir le suffrage universel, il est peut-être nécessaire d'exposer quel est le mode d'élection inique qu'ils subissent actuellement.

L'élection est indirecte, à deux degrés. La masse des votants n'a pas à choisir elle-même les membres de la Chambre, mais elle désigne les électeurs qui les choisiront.

Dans chaque circonscription, les électeurs du premier degré sont divisés en trois classes, dont chacune représente le tiers des impôts directs payés à l'Etat par la circonscription. Supposons que le total des impôts d'une circonscription atteigne le chiffre de 90.000 marks, on établit trois classes, on distribue entre elles les citoyens, de façon à ce que les électeurs de l'une quelconque des trois catégories paient en tout 30.000 marks, le tiers du montant total des contributions.

A la première classe d'électeurs, on rattache les plus forts contribuables, ceux qui acquittent les impôts les plus élevés. Dans la deuxième classe, on range les contribuables les plus imposés après les précédents. Dans la troisième, enfin, on rejette tous ceux qui sont le moins imposés et avec eux tous ceux qui ne paient pas d'impôts. Il est donc facile à comprendre que pour obtenir 30.000 marks, il faudra mettre dans la première classe un tout petit nombre de personnes; dans la deuxième, un nombre plus considérable et, enfin, dans la troisième, un nombre très considérable, la presque totalité des é ec teurs du premier degré. La circonscription de Cologne donnait les chiffres suivants : première classe, 614 électeurs; la deuxième, 3.225, et la troisième 22.324.

Puis, on décide que chacune des trois classes nomme le même nombre d'électeurs du second degré. Le résultat final ne fait donc aucun doute: c'est la victoire des représentants des deux premières classes, c'est la victoire de leur bon

Ce caractère ploutocratique de la loi électorale de 1849 s'est encore mieux marqué par la suite, après la réforme du régime des impôts qui, par bien des côtés, a une apparence de caractère populaire. Mais cette réforme soi-disant démocratique qui dégrevait les gens de condition modeste et faisait porter les impôts sur les riches, eut pour conséquence de renforcer le caractère ploutocratique du système électoral. Les riches payant davantage d'impôts, il en fallut beaucoup moins pour représenter la première classe des électeurs primaires. Il y a quelques années, dans la circonscription de Sarrebruck, la première classe ne comprenait plus qu'un électeur.

De plus, le scrutin est verbal et public, de manière à influencer-le vote.

Il était d'autant plus inévitable que la Prusse réclame à tout prix un véritable suffrage universel, que dans l'empire, tous les électeurs votent de la même facon et toutes leurs voix ont la même valeur. Le réglement électoral fait pour les élections au Reichstag, le 28 janvier 1903, décide même que le votant devra enfermer son bulletin dans une enveloppe uniforme de modèle, près l'avoir préparé dans une cabine

Du Travailleur du Nord

Même donc pour une œuvre de réformes har-ies, étendues, il ne faut compter que su nous, et nous ne pouvons la mener à bien, que lorsque, par notre Parti qui est le leur, les travailleurs auront conquis, d'une manière ou d'une autre, le pouvoir. C'est alors seulement que les réformes socialistes, négation de la propriété capitaliste, se réaliseront et créeront une société nouvelle d'où l'exploitation du travail sera bannie.

Voilà la question capitale que nos propagandistes et nos candidats doivent poser et solutionner avec netteté et brutalité devant les

électeurs ouvriers.

Ils doivent aussi s'efforcer de faire pénétrer chez eux ce sentiment de leur capacité politique, conséquence de leur capacité économique. Car, ce contre quoi nous nous heurtons bien souvent, c'est le doute de la force ouvrière, la crainte qu'ils ont de ne pas être à la hauteur de leur tache. Et nous ne pouvons avoir raison de ce doute et de cette crainte qu'en les rendant cons-cients de la situation qu'ils occupent dans la société et des devoirs qui leur incombent pour la changer du tout au tout.

L'heure est propice pour leur faire comprendre que la question qui se pose à cux est celle de leur misère et de sa solution. Eux seuls peuvent y mettre un terme, les partis hourgeois ayant tous, à tour de rôle, montré leur impuissance

pour y remédier.

Après avoir rendu le patronat inutile dans le travail, qu'ils aient donc l'ambition de remplacer la bourgeoisie dans les fonctions politiques. En suivant cette direction là, ils sont sûrs de mettre la main un jour sur ce Pouvoir qui les maintient aujourd'hui dans un état d'infériorité et de misère et dont ils se serviront pour s'affranchir,

De Paul Faure, dans le Travailleur du Centre, sur l'affaire Duez :

Vraiment elle est un peu forte! Voici des années que tous les esprits indépendants du Parti républicain, et la droite pour des raisons particulières, et tous les socialistes dénoncent l'immense escroquerie du « milliard des congrégations ». C'est sous l'œil complaisant du gouvernement et du parti radical, avec la complicité souvent intéressée des préfets, que ces o érations de banditisme ont été exécutées. Et, à la veille des élections, la clique officielle, apeurée par une croissante impopularité et la révolte générale des consciences non avilies et domestiquées, se donne des airs de vertu en coffrant un voleur!

Le truc est grossier. Ce serait trop commode

de s'en tirer à si bon compte.

Duez est sous les verrous. Mais les autres? Les uns comme Millerand, qui a touché des centaines de mille francs, sont au ministère; d'autres plas-tronnent dans les préfectures, chamarrés de décorations, gorgés de l'or volé.

Ce ne sont pas 10 millions qui manquent, c'est le milliard, le fameux milliard qui devait servir à faire les retraites ouvrières et paysannes.

Le correspondant du Vorwaerts consacre, au nouvel avatar de l'ami Hervé les quelques lignes qui suivent. Il explique d'ailleurs très bien, dans la fin de ces lignes, les raisons de la tolérance évangélique du Parti:

Hervé est assez intelligent pour savoir qu'il ne doit sa renommée qu'à cette circonstance, qu'il sonne la trompette de sa réclame du haut de l'estrade du Parti, et qu'elle trouve ainsi un écho partout où l'on en veut au socialisme. Qui prêterait maintenant attention au propriétaire d'une impuissante corne conspirative

Il s'agit seulement de savoir si le Parti socialiste va tolérer qu'un de ses membres travaille pour un autre parti et pour un programme de propagande dont les partisans sont depuis long-temps exclus de l'Internationale. Mais l'on sait que le Parti socialiste français n'est pas du tout susceptible. On admettrait difficilement, dans les autres Partis socialistes, qu'un camarade convo-que' des meetings desquels il excherait les camarades d'opinions différentes, ainsi qu'Herve le fait avec ses « Insurrectionnels :

ದೊರೊರೊರೊರೊರೊರೊರೊರೊರೊರೊರೊರೊರೊರೊರೊರೊ**ರೊರೊರೊ**

Les Documents du Progrès :

d'abonnement réduit leur est consenti par la revue internationale Les Documents du Progrès, à la condition d'adresser le montant des abonnements et renouvellements à l'administration du Socialisme, 3, rue de la Roquette, Paris.

Le tarif réduit est le suivant :

Un an, 8 fr. au lieu de 10 fr. Six mois, 4.50 — 6 fr. ETRANGER: Un an, 10 fr. 12 fr. 7 fr. Six mois, 5.50

Librairie du « SOCIALISME »

ವೈ ಪ್ರಕ್ರಿಯ ಪ್ರಕ್ರಿಯ

Nous expédions franco de port, aux prix indiqués, les brochures et ouvrages suivants, sur demandes de nos lecteurs et abonnés :

René CABANNES

0 20

Le Parti Socialiste et les Paysans . . .

Vincent CARLIE	R			
La Pensée Socialiste			0	10
Le Monopole des Assurances		100	0	60
La houille blanche et le socialisme			0	15

COMPÈRE-MOREL

Les Paysans et le Socialisme à la Chambre.	0	15
Exploitation agricole et Socialisme	0	15
Le Socialisme aux champs	0	15
Propos d'un rural	0	15
Concentration capitaliste, organisation		
collectiviste	0	15
La Question Agraire en France	0	50
Cabriel DEVILLE		

L'évolution du Capitalisme

JP. GRANDVALLET		
Le Manuel du Cheminot	0	15
Parti Ouvrier	0	10
Le déterminisme économique de Marx	4))

Jules GUESDE

이 보다는 것이 맛있는데 하는 생각이 없는데 하면 되었다. 보고 있는데 그렇게 하는데 하는데 하면 없다면 없다.	
Collectivisme et Révolution	0 15
La Loi des Salaires	0 15
Les huit heures à la Chambre	0 15
Le Collectivisme	0 15
Le Collectivisme au Collège de France .	0 25
Socialisme et services publics	0 25
Double réponse à MM. de Mun et Des-	
chanel	0 30
Le Socialisme au jour le jour	3 25
Etat, politique et morale de classe	3 25
GUESDE et JAURÈS	

Les deux Méthodes. 0 15

Le programme socialiste	6))
	7	60
Le Marxisme	3	25
Parlementarisme et Socialisme	2	75

Paul LAFARGUE

Patriotisme et Bourgeoisie	0 10
Le Droit à la Paresse	0 15
Gommunisme et évolution	0 15
La Méthode historique de Marx	0 20
La Religion du Capital	0 20
Les Trusts Américains	1 65
Origine et évolution de la propriété	3 25
Le déterminisme économique de Marx	0 60
Toon TOPPIG	

Jean LORRIS

D' OGUSE		

Malthusianisme et Socialisme. 0 25 F de DRESSENSÉ

	1. 40		A CANONIAL OF	
Le Parti Soc	ialiste e	et	la guerre	0 15

H. de la PORTE

Les Leçons de Stuttgart				
-------------------------	--	--	--	--

PROGRAMME

		CH. IVAL I OF OIL	
Général du Parti Ouvrier	0 25	JP. Proudhon 0 2	
Agricole du Parti Ouvrier	0 15	La Philosophie de l'Histoire 3 2	F
Municipal du P. S	0 15		
Petit Manuel du Propagandiste socialiste.	150	Charles VÉRECQUE	
Les Bonnes Thèses du Socialisme		La conquête socialiste du pouvoir 3 2	44

LES DOCVMENTS DV PROGRÈS

Revue mensuelle internationale. — Parait en trois langues à Paris, à Berlin et à Londres

La Rubrique « Le Mouvement ouvrier international » est rédigé sous la direction du Comité de rédaction du Socialisme, avec la collaboration des écrivains de l'Internationale.

Abonnement réduit pour les lecteurs du Socialisme : France, 8 francs; Etranger 10 francs. Le montant de l'abonnement réduit doit être adressé à l'Administrateur du Socialisme

Envoi d'un spécimen gratuit sur demande.

Sommaire du numéro de Février 1910

Les tendances de l'évolution dans l'agriculture, par Rodolphe 'Broda. — Le droit de tous à la plus-value du sol, par Henri Dagan. — La désertion des campagnes, par J. Landa (Londres). — La réforme foncière en Allemagne, par A. Damaschke (Berlin). — Réformes agraires et sociales, par D. Draghicesco (Bucarest). — La loi du 10 avril 1908 sur la petite propriété rurale, par J. Lefébure. — Chronique : L'institution du «home-stead» en France. — Les « fautes » de la classe intellectuelle, par le docteur Kowalewski (Saint-Pétersbourg). — La question finlandaise, (Saint-Pétersbourg). — La question finlandaise, par le docteur Blank (Saint-Pétersbourg). — Les tchèques à Varsovie, par Georges Kurnatowski. — La révolution persane et l'entente anglo-russe, par Michel Pavlovitch. — Chroniques : Une loi

chinoise sur la nationalité. — Chrétiens et Nippons au pays du Matin Calme, — L'assurance autrichienne contre la vieillesse et l'invalidité, par le docteur R. Mayer (Brûnn). — Les droits du travail dans la société anonyme, par René Simon. — La résistance passive comme moyen de lutte syndicale, par le docteur J. Deutsch (Vienne) — Chroniques: La société d'études politico-sociale de Vienne. — Dispensaires pour nourrissons. — Les bureaux de placement en Allemagne. — La suppression de la douleur, par Fernand Mazade. — Chroniques: La vasectomie contre le crime. — Un bistouri électrique. — Abattage des arbres par l'électricité. — L'instantané et les rayons X. — Femmes d'Islam, par Marcelle Weissen-Szumlanska. — Féminisme mondial, par Héra Mirtel. — Le théâtre de pensée, par R. de Chavagne. chinoise sur la nationalité. - Chrétiens et Nippons par R. DE CHAVAGNE.

Le numéro 5 centimes Abonnements:

Un an, 21 francs; Six mois, 10 fr. 50

Trois mois, 5 fr. 25
Six mois payables par mois, 1 fr. 75

Il faut lire L'Humanité pour être renseigné sur la vie ouvrière et socialiste

publie régulièrement des articles de son directeur politique

JEAN JAURES

de : ALLARD, ALLEMANE, BRACKE, DUBREUILH, LAFARGUE, ROUANET, Marcel SEMBAT et des TRIBUNES Syndicales et Coopératives

ANNONCES COMMERCIALES



LES VIGNERONS LIBRES

Coopérative de Production à MARAUSSAN

expédient dans toute la France (Seine et Seine et-Oise exceptés) leurs VINS ROUGES, BLANCS ou ROSÉS à des prix défiant toute concurrence.

Ecrire au camarade E. CATHALA, agent commercial, 19, rue de l'Embarcadère, CHARENTON (Seine) ou au Siège social à Maraussan (Hérault).

Pour la Seine et Seine-et-Oise, s'adresser aux Coopératives fournies par le MAGASIN DE GROS, avec lequel ont traité Les Vignerons libres de Maraussan.

Coopération

ASSOCIATION OUVRIÈRE D'IMPRIMERIE 3, Impasse Crozatier, 3 - PARIS-XII°

CATALOGUES, JOURNAUX, REVUES PUBLICATIONS PÉRIODIQUES, etc.



CHEMINS DE FER DE PARIS A LYON ET A LA MÉDITERRANÉE

Régates internationales de Nice et de Cannes Vacances de Pâques Tir aux pigeons de Monaco

Billets d'aller et retour de 1^{re} et de 2° classe, à prix réduits, de Paris pour Cannes, Nice et Menton, délivrés du **24 février** au **11 avril 1910**.

Ces billets sont valables 20 jours fêtes compris); leur validité peut être prolongée une ou deux fois de 10 jours (dimanches et fêtes compris), moyennant le paiement, pour chaque prolongation, d'un supplément de 10 0/0.

Ils donnent droit à deux arrêts en cours de

route, tant à l'aller qu'au retour. De Paris à Nice (vià Dijon, Lyon, Marseille):

1re classe: 182 fr. 60.

2º classe: 131 fr. 50



0 30

Ouvriers et Paysans